

Plate-forme

***Pour un monde responsable et
solidaire***

décembre 1993

Plate-forme pour un monde responsable et solidaire

Si nos sociétés continuent longtemps encore à vivre et à se développer de la manière dont elles le font, l'humanité s'autodétruirait. Nous refusons cette perspective.

Pour l'éviter nous allons devoir transformer profondément notre manière de penser et de vivre. Cette transformation engage chacun de nous. Mais chacun est impuissant si son action et ses volontés ne convergent pas avec celles de millions, de milliards d'autres. Pour qu'une telle convergence existe il faut que nous nous mettions d'accord sur l'essentiel : un diagnostic, des valeurs et des principes pour agir, des priorités et une stratégie. C'est ce que nous, soussignés, appelons la plate-forme pour un monde solidaire et responsable. Nous voulons nous appuyer sur elle pour bâtir ensemble l'avenir.

Notre monde est à la fois unique et infiniment divers. La stratégie à inventer pour assurer notre survie et notre épanouissement doit respecter à la fois cette unicité qui nous lie et cette diversité qui nous enrichit. La plate-forme exprime ce double mouvement. Les priorités varient d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre. Ces variations n'interdisent pas un accord sur l'essentiel.

I. ELÉMENTS DE DIAGNOSTIC

Dans notre monde coexistent d'un côté des besoins fondamentaux non satisfaits, des ressources gaspillées et détruites et, de l'autre, des capacités de travail et de créativité inemployées. Ce n'est pas acceptable.

Nous souffrons de trois déséquilibres majeurs : entre le Nord et le Sud de la planète; entre les riches et les pauvres au sein de chaque société; entre les hommes et la nature. Ces trois déséquilibres reflètent une triple crise des relations et de l'échange: entre les sociétés, entre les hommes, entre les hommes et leur milieu de vie. Ces crises sont inséparables. Le non respect du milieu de vie, par exemple, accompagne souvent le non respect des femmes et des hommes.

Les trois crises ne peuvent être surmontées séparément. Nous ne saurons pas construire, à quelque niveau que ce soit, l'harmonie des relations entre l'homme et son milieu si n'est pas construite en même temps l'harmonie des relations des hommes entre eux, des sociétés entre elles.

Ces crises ont des causes communes. Le monde a évolué très vite au cours des deux derniers siècles. La "modernité" inventée en Occident s'est diffusée dans le monde entier. La plupart des pays connaissent une crise spirituelle et morale. Nous n'avons pas su canaliser au profit de tous les hommes nos formidables capacités à comprendre, à entreprendre et à créer. Il est difficile de ne pas voir au coeur des trois crises les effets des formes

actuelles du développement scientifique et technologique, de l'accentuation de la division du travail, du gonflement de la sphère du marché et de la circulation sans cesse démultipliée des marchandises et de l'argent : bref, des facteurs constitutifs de la "modernité occidentale" ou, pour certains, de la "Modernité".

Dans l'esprit de ses promoteurs, ces facteurs de la modernité devaient être les moyens du progrès de l'humanité et assurer à tous les hommes prospérité, paix, sécurité, bonheur, liberté. Si, pour une part de l'humanité, ils y ont, d'une certaine manière, contribué, ils ont simultanément engendré misère, guerres, insécurité, dénuement, oppression, et, finalement, la triple crise évoquée plus haut.

La modernité occidentale s'est, en quelques siècles, imposée dans l'ensemble des pays du monde, par un mélange de contrainte et d'attrait. La colonisation puis la décolonisation ont contribué à diffuser partout le modèle de développement et de société de l'Occident. Par la fascination qu'elle exerce et l'efficacité qu'elle apporte, la modernité est devenue, sous des habillages politiques divers, la référence principale des élites de tous les continents. Rapports de puissance et jeu du marché ont contribué ensemble à dissoudre les valeurs et les rapports d'échange autres que marchands et, ce faisant, à déstructurer les sociétés traditionnelles.

Les deux piliers de la modernité - la liberté des échanges et la science - devaient être des moyens au service du progrès des hommes. Ils sont aujourd'hui trop souvent considérés comme des fins en soi. Ainsi, selon la mythologie économique à la mode, la libéralisation de tous les échanges, de marchandises comme d'argent, est censée assurer, en tout domaine, un équilibre

automatique et optimal des échanges entre les hommes. De même, selon la mythologie scientiste, par delà les problèmes ou les dégâts, l'alliance de la science, de la technique et de l'industrie finira toujours par apporter les solutions et faire progresser l'humanité. Ne resterait dès lors qu'à s'en remettre au marché et à la science.

Certes la science est une source de compréhension, de capacité d'agir et de créativité exceptionnelle; mais, si elle peut être mobilisée pour le meilleur, elle peut aussi l'être pour le pire. De même, le marché est un instrument irremplaçable pour mettre en relation de façon souple une multitude d'agents ayant chacun des besoins, des désirs et des capacités à offrir en échange; mais les populations démunies, les besoins fondamentaux non solvables, les risques écologiques, les intérêts des générations futures sont, si l'on peut dire, hors de son ressort. Science et marché ne valent en définitive que par rapport aux choix et aux finalités des sociétés dans lesquelles ils se développent. Ils doivent retrouver leur juste place d'outils; outils essentiels certes mais outils mis au service d'autres finalités qu'eux mêmes.

Or, la diffusion de la science et du marché s'est accompagnée d'une grave crise des valeurs. Elle a même largement contribué à cette crise. La science et la technologie, en mettant l'accent sur la maîtrise et la manipulation des hommes et des choses ont encouragé des attitudes prédatrices, réduisant la nature, le monde vivant et les autres hommes à l'état d'instruments, délaissant les démarches plus globales, plus modestes et plus respectueuses qu'exigerait la recherche d'une harmonie et d'une solidarité entre les hommes et avec leur milieu. L'exaltation de la puissance l'emporte sur la recherche de la sagesse. De son côté, le marché tend à réduire la valeur des êtres et des choses à leur valeur

monétaire, propage l'idée que l'enrichissement est la mesure ultime de la réussite des hommes comme des sociétés, impose une domination du matériel sur le spirituel, a besoin pour fonctionner de faire naître sans cesse de nouveaux besoins solvables quitte à détourner les énergies et les intelligences de besoins plus fondamentaux, conduit à privilégier le court terme au détriment du long terme. De cela, nous voyons les fruits : la dislocation morale de beaucoup de sociétés, la généralisation de la corruption, le refuge dans la drogue, l'indifférence à l'égard des autres ou à l'égard du milieu, le désarroi de la jeunesse.

Si la soumission croissante de nos sociétés à la science et au marché est au coeur de la triple crise du monde actuel c'est certes à cause de leurs limites propres mais c'est aussi parce que ce sont des moyens redoutablement efficaces au service de sociétés profondément inégales, avides, imprévoyantes. C'est enfin parce que le monde a changé si vite, l'impact des hommes sur leur milieu s'est accru à une telle vitesse, les échanges internationaux ont pris une extension si soudaine que l'humanité est dépassée par son propre mouvement. Les anciennes formes de régulation des activités humaines, construites au fil des millénaires, se sont trouvées dépassées sans que de nouvelles aient encore eu le temps de naître. Dans de nombreux domaines, les enjeux deviennent planétaires et échappent aux institutions politiques traditionnelles, au contrôle démocratique. Des responsabilités doivent être assumées et des choix effectués à l'échelle de la planète mais il n'existe pas de lieux ou d'institutions pour le faire. L'humanité se trouve en position de devoir prendre en charge le cours de son destin mais elle ne sait comment y parvenir.

Notre monde est pris dans une accélération sans précédent : généralisation du règne de la marchandise, croissance des productions, des populations et des besoins, circulation des informations, des produits, des hommes et des capitaux, mise en oeuvre de systèmes techniques de plus en plus puissants, augmentation des prélèvements de ressources, des rejets et déchets. Les inégalités entre les hommes et les sociétés s'accroissent. Les équilibres fondamentaux de la planète et du vivant sont menacés comme le sont les intérêts des générations futures.

Or, dans le même temps, chaque société se replie sur ses urgences et ses propres objectifs. Les sociétés les plus riches cherchent à sauvegarder ou améliorer leur bien-être tout en combattant chômage et pauvreté, et cherchent pour cela à créer encore plus de marchandises; d'autres sociétés poursuivent la marche forcée de l'industrialisation et de la modernisation, au prix de graves atteintes au milieu et aux hommes, avec en perspective le rattrapage des plus riches; d'autres ont à arracher au dénuement extrême de larges parts de leurs populations; d'autres enfin cherchent à survivre, simplement survivre, souvent dans les déchirements et les affrontements. Ces quêtes, parallèles plutôt que convergentes, ne peuvent que conduire au développement de nouvelles inégalités, à la mise en place, au sein des sociétés et entre les sociétés, de nouvelles formes d'apartheid entre riches et pauvres et à de profonds déséquilibres écologiques locaux, régionaux et mondiaux qui affecteront en priorité les plus démunis.

L'ensemble des études convergent sur ce point. Des décisions qui seront, ou non, prises dans les années 1990, des inflexions qui seront, ou non, obtenues dans quelques domaines majeurs,

vont très largement dépendre la profondeur, la gravité, le degré d'irréversibilité des déséquilibres auxquels l'humanité sera confrontée dans la première moitié du prochain siècle. Nous croyons que l'humanité va devoir entreprendre dans les années à venir une révolution spirituelle, morale, intellectuelle et institutionnelle de très grande ampleur. Elle ne pourra le faire qu'en allant chercher, dans le meilleur de ses traditions et de ses civilisations et dans ses plus généreux élans, des guides pour l'action.

II. DES PRINCIPES COMMUNS POUR UN MONDE RESPONSABLE ET SOLIDAIRE

Nous affirmons qu'il n'y a pas de fatalité, que la gravité des menaces ou la complexité des défis doivent faire naître la détermination et non le renoncement. Capables de penser leur devenir, les hommes, les sociétés humaines sont riches de principes susceptibles de guider leurs choix et leurs décisions.

Formulés sous des formes variées dans la diversité des cultures et des sociétés, quelques principes paraissent des points d'appui essentiels dans la période actuelle :

1) Principe de sauvegarde : la terre que nous ont léguée nos ancêtres n'est pas à nous seuls; nous la devons aussi aux générations futures. La place éminente que nous y occupons, pas plus que nos capacités techniques, ne nous donnent le droit de prélever ni de détruire sans frein. L'essor de la science et des techniques nous a donné une liberté nouvelle. Cette liberté doit être complétée d'un sentiment de révérence à l'égard de la nature dont nous devons respecter les limites et les rythmes, dont nous devons sauvegarder les biens essentiels : l'eau, l'air, les sols, les océans, le vivant et les grands équilibres nécessaires à la vie. Pour cela les sociétés humaines doivent tendre vers des modes de production et de vie sans prélèvements, déchets et rejets susceptibles de porter atteinte aux équilibres essentiels des milieux locaux ou de la terre.

2) Principe d'humanité : la possibilité pour chaque être humain de disposer de l'essentiel et d'avoir une vie digne, le respect, l'équité et la solidarité entre les hommes et entre les sociétés, le respect de la nature et du vivant sont les véritables mesures de l'humanité de l'Humanité.

3) Principe de responsabilité : les individus, les entreprises, les Etats, les organismes internationaux ont à assumer leurs responsabilités dans la construction d'une harmonie des sociétés et des hommes entre eux et avec leur milieu; ils doivent le faire à la mesure de leur richesse et de leur pouvoir. Les peuples sont coresponsables du destin de l'humanité.

4) Principe de modération : nous devons apprendre à refréner notre cupidité. Les plus riches, ceux qui sont pris dans le tourbillon du gaspillage, ont à réformer leur mode de vie, modérer leur consommation, apprendre la frugalité.

5) ***Principe de prudence*** : les sociétés humaines ne doivent mettre en oeuvre de nouveaux produits ou de nouvelles techniques qu'une fois acquise la capacité d'en maîtriser les risques présents et futurs.

6) ***Principe de diversité*** : la diversité des cultures, comme celle des êtres vivants, est un bien commun qu'il est du devoir de tous les hommes de préserver. La diversité des civilisations est la meilleure garantie de la capacité de l'humanité à inventer des réponses adaptées à l'infinie diversité des situations, des défis et des milieux. Les ressources génétiques de la planète doivent être protégées, dans le respect des communautés qui les ont jusqu'ici sauvegardées et mises en valeur.

7) ***Principe de citoyenneté*** : nous devons apprendre à nous considérer et à considérer tous les êtres humains comme les membres à part entière de l'immense communauté humaine.

Face à ceux qui voudraient réduire le monde au seul jeu des intérêts particuliers, des pouvoirs et des marchés, ces quelques principes méritent d'être réaffirmés et de servir effectivement de guide dans l'énoncé des priorités et dans la détermination de stratégies d'action.

III. ESQUISSE D'UNE STRATÉGIE D'ACTION

1. La nécessité d'une stratégie d'ensemble.

Face aux trois crises auxquelles est confrontée l'humanité, de nombreuses réactions positives se sont faites jour : de l'action ponctuelle exemplaire, dans des villages ou des villes, aux récentes conventions internationales, des chartes ou comptabilités environnementales de certaines entreprises aux politiques énergétiques de certains pays, de la prise de conscience des consommateurs à l'émergence d'agricultures écologiques.

Mais ces avancées paraissent encore bien limitées et dispersées par rapport aux dynamiques majeures qui entraînent notre monde. Ce qui prédomine actuellement c'est un profond sentiment d'impuissance. Chaque société, prise isolément, semble paralysée devant l'ampleur des transformations à entreprendre. Chacun, individu, entreprise ou Etat sait qu'il faut agir mais se résigne à ne rien faire, attendant que les autres commencent ou que des décisions soient prises... ailleurs. Science, technique, marché deviennent les nouveaux noms du destin. Evoluant trop lentement, les idéologies et les institutions sont souvent mal adaptées aux urgences et aux défis de la période.

Nous ne devons pas être timides. Nous avons un devoir d'audace. Il nous faut, parmi les différents futurs possibles, tracer, sur la base de nos valeurs communes, l'esquisse d'un futur souhaitable; puis concevoir un ensemble cohérent d'actions qui répondent aux urgences d'aujourd'hui et soient à l'échelle des

défis de demain. Les trois crises sont inséparables et les réponses à y apporter le sont aussi.

Nous ne croyons pas à la possibilité de parvenir à un développement "soutenable" qui serait respectueux des grands équilibres écologiques mais au prix de l'exclusion d'une large part de l'humanité. Nous nous défions des tentatives de résoudre les problèmes par une fuite en avant technologique ou par des contraintes imposées par les plus puissants et subies par la masse des autres. Nous sommes convaincus que les actions à entreprendre doivent viser à la fois à construire des relations équilibrées entre les hommes et leurs milieux, dans toute leur complexité et leur diversité, et à construire des relations équilibrées entre les hommes et les sociétés. Il ne s'agit pas d'établir une hiérarchie de gravité entre les trois crises, mais de trouver des formes d'action contribuant simultanément à leur résolution. Cette convergence doit être, avec la mise en oeuvre des sept principes énoncés plus haut, le principal guide pour l'établissement d'une stratégie d'action. C'est bien un monde responsable et solidaire que nous voulons bâtir.

Pour cela nous n'échapperons pas à une mobilisation exceptionnelle de moyens et de volontés. C'est possible. Le monde occidental est sorti de la grande crise de 1930 par une mobilisation inouïe de moyens pour la préparation puis la conduite de la seconde guerre mondiale. Nous proposons de mobiliser en cette fin de siècle des moyens équivalents pour lutter contre toutes les formes de pauvreté et d'exclusion et pour mettre en oeuvre des technologies et des formes de production respectueuses de nos milieux de vie.

Vingt pour cent des hommes disposent aujourd'hui de plus de quatre-vingt pour cent des richesses. Certaines familles reçoivent en revenus monétaires l'équivalent des ressources de centaines de milliers, peut être de millions, de familles démunies. Personnes et pays détenteurs de grandes richesses auront donc à supporter une large part de l'effort.

Clairement accepté, cet effort de solidarité constituera la condition politique permettant l'adoption, par tous les pays, d'objectifs communs et d'une stratégie cohérente. Il sera l'expression concrète de la reconnaissance de l'unité de la communauté humaine. Il peut en outre constituer une étape marquante dans la mise en place de nouveaux mécanismes de solidarité et de redistribution, semblables à ceux que les sociétés humaines ont su parfois inventer dans le passé et que rend de plus en plus nécessaire au niveau mondial la multiplication des liens entre les sociétés et les hommes du monde entier.

La stratégie d'action, enfin, pour être à la mesure de ses ambitions, doit être aussi cohérente, aussi complète que l'est le mode actuel de développement : elle nécessitera des organisations, des dirigeants, des modes de régulation, des technologies adaptés aux finalités poursuivies; elle se construira dans la durée et au prix d'une détermination sans faille.

2. L'unité et la diversité des priorités.

Les trois crises sont mondiales et engendrent à l'échelle mondiale des priorités communes pour l'action : la réhabilitation et la diffusion de valeurs communes, la réduction des inégalités entre les personnes et entre les sociétés, la sauvegarde et la restauration des sources essentielles de vie, la construction de nouvelles relations entre les hommes et leurs écosystèmes, le frein mis au gaspillage énergétique et alimentaire. Mais les priorités communes se traduiront moins par des mesures uniformes, arrêtées au niveau mondial, que par des initiatives coordonnées, adaptées à l'infinie diversité des contextes.

De surcroît, des priorités particulières se font jour dans chaque région du monde. Les pays les plus riches sont principalement confrontés à de nouvelles formes d'exclusion et à la nécessité de revoir en profondeur leur mode de vie; les pays de l'ancien ensemble soviétique ont à faire face à un chômage de grande ampleur, à la conversion d'un système de production inefficace, aux menaces des installations nucléaires militaires et civiles et au délabrement de leur environnement; les nouveaux pays industrialisés se signalent souvent par une exploitation forcenée des hommes et des milieux; les pays les plus pauvres ont des difficultés à maîtriser la croissance de la population, à endiguer l'extrême pauvreté, à sauvegarder les eaux et les sols, à développer des moyens scientifiques et technologiques réellement enracinés dans leur culture et adaptés à leurs situations; pour l'ensemble des pays arides, l'eau et la préservation du couvert végétal et des sols deviennent des urgences vitales, etc...

Les quelques priorités que l'on peut mettre en avant au niveau de la planète (sauvegarde des océans, protection de la couche d'ozone, limitation des émissions de gaz à effet de serre...) ne

peuvent être conçues ni acceptées de la même façon selon les situations, surtout si elles semblent imposées aux plus faibles par les plus puissants.

Le besoin de traduire localement les priorités communes et la prise en compte des priorités particulières obligent à reconnaître en permanence l'unité et la diversité du monde. Ils interdisent de concevoir des stratégies monolithiques, imposées "par le haut". Nous avons besoin de concevoir une stratégie plurielle, organisant les convergences.

3. L'articulation des niveaux d'action

Face aux enjeux majeurs de la période, c'est à tous les niveaux que doit être menée l'action.

Au niveau des individus, citoyens et consommateurs, l'éducation, l'information, la prise de conscience, l'affirmation de la dimension éthique doivent contribuer à faire évoluer les systèmes de valeurs et les comportements, avec des effets aussi bien au plan local qu'aux plans régional et mondial.

Au niveau des entreprises, des municipalités, des collectivités territoriales, beaucoup se joue aussi. Ce qui implique à la fois leurs dirigeants, cadres et salariés, mais aussi leurs clients (pour les premières) et leurs administrés (pour les secondes), ainsi que les normes, réglementations et législations dans le cadre desquelles elles oeuvrent. Les petites communautés humaines, les villages, les terroirs, les bassins versants, les villes, les unités géologiques, climatiques, hydrologiques et historiques qui ont joué un si grand rôle dans l'histoire ancienne sont appelés à voir

ce rôle complètement renouvelé. C'est en effet à cette échelle que la diversité des situations et des contextes culturels, sociaux et écologiques peut être prise en compte. A cette échelle aussi que peuvent être démocratiquement conçues, débattues et mises en oeuvre des approches intégrées réconciliant les hommes avec leurs écosystèmes.

Les Etats-Nations ont été dans les siècles passés le niveau principal auquel se sont inventées les régulations, se sont mises en oeuvre les solidarités. A une époque où les échanges sociaux et économiques s'organisaient pour l'essentiel à l'intérieur de leur cadre et où les dommages causés aux milieux naturels étaient circonscrits à l'intérieur de leurs frontières, c'est à l'échelle des Etats-Nations que se sont conçus les équilibres sociaux et écologiques, les modèles de développement adaptés au génie de chaque peuple, les modalités de contrôle démocratique, les systèmes de normalisation, de législation et de contrôle. Ce rôle prépondérant des Etats est largement remis en cause : d'en haut par la mondialisation des échanges, de l'information, des déséquilibres écologiques; d'en bas par la montée des aspirations à plus d'autonomie. L'idée de pleine souveraineté comme celle d'étanchéité des frontières est devenue un leurre. Ce double mouvement de démantèlement des Etats est irréversible. Pourtant chaque Etat-Nation restera pour longtemps une instance décisive pour le débat politique, pour l'élaboration des grandes décisions, pour la mise en oeuvre des solidarités, pour la législation, la taxation et le contrôle. Simplement, il doit accepter de n'être qu'un des niveaux, certes éminent mais relié aux autres, de la gestion d'un monde solidaire et responsable; et ses stratégies devront accepter de participer à des dynamiques plus vastes.

Il est un niveau qui devrait jouer un rôle croissant dans le prochain siècle : c'est le niveau régional. Les Etats-Nations sont trop nombreux, trop disparates, trop inégaux pour pouvoir dialoguer efficacement et sur un pied d'égalité au niveau mondial et pour élaborer ensemble les stratégies ambitieuses qu'appellent les défis à relever. De multiples initiatives d'organisation régionale ont été prises, et l'on voit bien s'esquisser la possibilité d'une organisation du monde, probablement à géométrie variable selon les domaines, mais à travers laquelle émergent huit à dix grandes régions. Ces régions pourraient bien jouer, au XXIème siècle, un rôle, dans l'organisation de leurs marchés internes et dans leur ouverture aux marchés externes, analogue à celui qu'a joué l'Etat-Nation dans les cinq siècles passés. Plus largement, elles paraissent devoir constituer un niveau particulièrement adapté pour la régulation des relations tant entre les hommes et la nature, qu'entre les hommes entre eux. Dans la perspective d'une gestion de la planète qui ne soit ni dominée par le (ou les) pays le(s) plus puissant(s), ni livrée à une gestion par les experts, un collègue représentant les grandes régions du monde devrait être appelé à jouer un rôle croissant. Ces régions seront sans doute appelées aussi à jouer un rôle majeur en matière de sécurité. Une des conditions de la réduction des armements est d'assurer la sécurité des nations et des peuples. Entre les accords entre Etats et l'intervention d'une instance mondiale, des instances et des procédures régionales devraient jouer, là encore, un rôle essentiel.

Le niveau mondial, enfin, va nécessairement devenir décisif dans les prochaines décennies, qu'il s'agisse de normes, de droit et de réglementation, de taxation, de contrôle, de lancement de grandes initiatives et de coordination de grandes actions

plurinacionales. Pour y parvenir, il faudra d'abord qu'une autorité mondiale sache acquérir la légitimité nécessaire, montre sa volonté d'imposer des règles communes même aux acteurs économiques et politiques les plus puissants. Il faudra aussi que puisse être mis en place un dispositif institutionnel qui assure l'indispensable séparation des pouvoirs, notamment entre ce qui fera office de législatif, d'exécutif et de judiciaire. Il faudra, ensuite, sortir du cloisonnement des négociations; lier par exemple les négociations sur le commerce à un accord sur la protection de l'environnement. Il faudra enfin que la communauté internationale soutienne l'émergence de réseaux mondiaux capables de constituer d'utiles contre-pouvoirs, des moyens de vigilance et des forces de proposition mobilisables pour une stratégie d'ensemble.

De l'individu au monde, nous n'échappons pas, on le voit, à l'articulation des responsabilités et des compétences aux différentes échelles. Il faudra innover profondément pour éviter l'empilement des bureaucraties et l'enchevêtrement des compétences, si propices à l'irresponsabilité généralisée. Priorité doit être clairement donnée à l'initiative locale, à la gestion locale, seules capables de vitaliser les liens entre les sociétés et leurs milieux de vie. C'est le principe de subsidiarité. Mais cette subsidiarité ne signifie pas que chaque collectivité est libre de faire ce qu'elle veut sur son territoire. Elle n'en est pas propriétaire mais gérante. Elle est tenue d'y mettre en oeuvre les principes de sauvegarde, de responsabilité, de prudence, de modération. Il lui appartient de choisir librement ses moyens mais à l'intérieur de finalités et de cohérences discutées et énoncées à un autre niveau. C'est pour marquer ce devoir d'articulation que nous préférons parler de subsidiarité active. Ce principe s'applique de proche en proche, du monde entier à la

communauté de base. Des individus à la planète, les communautés humaines sont liées entre elles par des contrats où s'équilibrent leurs droits et leurs devoirs, tant à l'égard de leurs administrés qu'à l'égard de la planète et des générations futures.

4. Les éléments d'une mise en mouvement

Contribuer à ce que l'humanité contemporaine prenne la mesure de sa responsabilité, et l'assume; que l'humanité, à travers ses peuples, ses nations, ses cultures, à travers ses élites et ses dirigeants, ses institutions et ses multiples acteurs, prenne conscience de ses nouvelles responsabilités, envers elle-même, envers les plus démunis et les plus faibles, envers la terre et le vivant, envers les générations futures et qu'elle s'astreigne à les assumer : tel est l'enjeu.

Mais nos sociétés, prises dans le tourbillon des urgences et largement démotivées par l'enlisement des grands messianismes du XIX^e siècle, semblent renoncer à se projeter dans le futur. De plus en plus complexes, elles ont du mal à concevoir la conduite de leur propre changement. A fortiori, sont-elles peu prêtes à prendre en charge le devenir du monde.

Il est donc essentiel de concevoir et de rendre visible un processus cohérent de changement. Dire comment se mettre en marche est actuellement plus important encore que dire où aller.

Ce processus doit se déployer d'une manière multidimensionnelle, depuis le changement de comportement des citoyens et consommateurs et les actions collectives locales, jusqu'aux décisions prises à l'échelle planétaire.

Ce processus de changement collectif pourrait comporter les éléments suivants :

- le changement progressif des représentations : pour une large part, le monde change dans nos têtes avant de changer sur le terrain. L'éducation, là, est un levier d'action décisif et les transformations à opérer sont immenses. C'est un nouvel humanisme qu'il faut aider à naître, avec une composante éthique essentielle et une large place faite à la connaissance et au respect des cultures et des valeurs spirituelles des différentes civilisations, contrepoids au technicisme et à l'économisme de la modernité occidentale. Les enseignements scolaires, pour leur part, doivent faire toute leur place à une réflexion sur les valeurs et leur prise en compte dans l'action, toute leur place à une approche critique de la science et des techniques, à l'apprentissage de démarches systémiques plutôt qu'analytiques, coopératives plutôt que compétitives. Il ne s'agit pas d'ajouter un ou deux modules à des programmes déjà surchargés, encore moins de concevoir une initiation à l'écologie uniforme d'un pays à l'autre mais de réorganiser partout les enseignements autour d'une vision d'ensemble des rapports et des échanges des hommes entre eux et avec la nature, en insistant sur la diversité des couples hommes-milieus. En même temps qu'elles se mettraient en place dans les systèmes d'enseignement, de telles formations devraient être offertes aux citoyens qui le souhaitent et notamment aux formateurs et enseignants, journalistes, techniciens, ingénieurs, décideurs.

- ***la construction d'un imaginaire collectif*** : seule une vision commune de l'avenir, avec des étapes, est susceptible d'aimer les énergies, de fédérer les efforts, de faire entrer le long terme dans les décisions présentes. Seul un imaginaire collectif bâti en commun sera capable de créer les synergies permettant de s'arracher à la pression des contraintes, de dépasser les intérêts immédiats, de surmonter les obstacles, d'utiliser chaque défi comme autant d'opportunités pour rebondir et innover.

- ***la conduite frontale des innovations*** : une innovation ne va jamais seule; elle en implique d'autres tant en aval qu'en amont. Une innovation limitée à un domaine est vouée à l'échec. C'est dans un processus lié que se déploient innovations techniques, innovations sociales, changement des mentalités, des comportements et des institutions. C'est donc une démarche coordonnée d'innovations techniques et sociales qu'auront à impulser, au cours des prochaines décennies, Etats, entreprises, organisations paysannes, syndicats, mouvements de consommateurs...

- ***le développement et la fédération de réseaux d'échanges d'expérience*** : les innovations socio-techniques naissent toujours localement : dans une entreprise, une ville, un village, un terroir ou tout autre communauté. Elles sont toujours enracinées, liées à un contexte particulier. Mais il faut aussi qu'elles se diffusent, qu'elles soient assimilées et transformées par d'autres. Pour cela, des réseaux sont nécessaires. Or, la plupart des réseaux actuels sont localisés ou spécialisés tandis que nombre de défis actuels sont planétaires. Il faut donc développer les réseaux existants, en susciter de nouveaux, les aider à se connecter de façon souple, à se fédérer. Ainsi pourra-t-on gagner de précieuses années, peut être des décennies, dans la diffusion d'innovations pouvant

contribuer à répondre à tel ou tel aspect des trois crises auxquelles nous sommes confrontés.

Cohérence de la stratégie et de ses outils de mise en oeuvre, lien entre les solutions à apporter aux trois crises, nécessité de concilier la traduction locale de priorités planétaires communes avec l'énoncé et la prise en compte des priorités propres à chaque région du monde, articulation des différents niveaux d'action et des différents ingrédients de mise en mouvement, nous voyons progressivement se dessiner les caractéristiques de la stratégie à inventer collectivement. A l'évidence cette stratégie est multisectorielle, implique des changements coordonnés des mentalités, de l'éducation, des institutions, des technologies, des normes, du droit, de la fiscalité, des relations internationales...

5. Des programmes mobilisateurs

L'humanité, en cette fin de XX^e siècle, est confrontée à des défis concrets, urgents, planétaires. Les relever devrait permettre de mobiliser les énergies sur quelques grands programmes. Ces programmes ne suffiraient pas, tant s'en faut, à organiser la vaste mutation des sociétés nécessaire dans le siècle qui vient, mais ils seraient le signe tangible d'une réelle mise en mouvement, en montrant qu'il est possible de s'attaquer simultanément aux trois crises, en suscitant des occasions de travail, en matérialisant par une oeuvre commune la conscience d'appartenir tous à la même communauté humaine, en améliorant les conditions de vie des populations les plus démunies, en restaurant un meilleur équilibre entre les hommes et leur milieu.

Cinq programmes mobilisateurs nous paraissent bien répondre à cette définition. Ils concernent l'eau, l'énergie, les sols, la réhabilitation de régions profondément dégradées, la conversion des industries d'armement.

- **l'eau** : une personne sur trois dans le monde souffre aujourd'hui de manque d'eau. Dans moins de vingt ans on s'attend à ce que dans des continents comme l'Afrique la pénurie soit dramatique. Quatre-vingt dix pour cent des maladies prioritaires du tiers-monde tiennent à la mauvaise qualité de l'eau. Les conflits entre pays, pour le contrôle de cette ressource rare, vont devenir de plus en plus fréquents et graves car les grands bassins versants ignorent les frontières. Si la gestion de l'eau est souvent source de conflits, elle est, tout aussi souvent, le ciment de communautés. Touchant à la ville et à la campagne, à la santé, à l'agriculture, à l'énergie, à l'alimentation, nécessitant des approches intégrées à différentes échelles, de la plus petite à la plus grande, un programme mobilisateur en faveur de l'eau est susceptible d'utiliser une large gamme de techniques et de créer des nombreux emplois; il implique l'apprentissage de la "subsidiarité active" en privilégiant les initiatives locales et en les situant dans une vision d'ensemble; il concourt à la fois à l'amélioration de la vie, au développement de l'activité et à la recherche de meilleurs équilibres entre les hommes et leurs milieux.

- **l'énergie** : le programme doit comporter deux volets : les économies d'énergie et l'équipement en énergies renouvelables. Tous les pays, y compris les plus pauvres, recèlent d'importantes réserves d'économies d'énergie. Valoriser ces réserves, développer des technologies économes en énergie, supprimer progressivement les multiples formes de subvention déguisée à

l'usage des énergies fossiles, tout cela concourra à rendre viable l'équipement en énergies renouvelables partout et sous toutes les formes où elles sont disponibles. Appliqué à grande échelle, le programme permettra d'améliorer l'efficacité des technologies de production de l'énergie renouvelable. Comme celle de l'eau, la gestion décentralisée de l'énergie contribue à l'apprentissage de la "subsidiarité active". Le programme est simultanément bénéfique au plan local et au plan global : il permet à la fois de réduire les pollutions locales, les émissions de gaz à effet de serre et la croissance des risques et déchets liés au nucléaire.

- les sols : le programme consistera à promouvoir à très large échelle la mise en oeuvre de formes d'exploitation des sols qui n'entraînent pas, ou le moins possible, de dégradation de leurs fonctions biologiques, alimentaires, régulatrices des fonctions hydrologiques. Cette dégradation massive est aujourd'hui source de baisses graves de la fertilité des milieux donc de désertification. Le programme a pour intérêt majeur d'être très réparti dans l'espace, d'obliger à une révision en profondeur des systèmes de production agricole, de mobiliser beaucoup de main d'oeuvre, de réduire l'insécurité alimentaire dans les pays les plus pauvres, d'obliger à rechercher une gestion diversifiée des écosystèmes et de combiner programmes à grande échelle et micro-initiatives.

- la revitalisation de régions profondément dégradées : ce programme peut concerner aussi bien des pays d'ancienne industrialisation, que les pays qui ont subi (en Europe centrale, dans l'ancienne URSS ou ailleurs) les excès dévastateurs de la modernisation et de l'industrialisation à marche forcée. Il a une immense valeur symbolique dans un monde où les hommes n'ont eu que trop souvent tendance à aller ailleurs quand leur milieu avait été ruiné par leurs besoins et leurs imprévoyances. Sur une planète limitée dans ses contours, de plus en plus chargée d'hommes, les stratégies de réhabilitation doivent l'emporter résolument sur le rêve de conquérir de nouveaux et improbables espaces. La réhabilitation est la nouvelle frontière de l'humanité.

- la conversion des industries d'armement : depuis la seconde guerre mondiale, des pans entiers de l'économie se sont, dans de nombreux pays, constitués autour de la production des armes. La fin de la guerre froide permet en théorie de libérer de multiples compétences et de multiples moyens. Leur conversion de la guerre à la paix est néanmoins un grand défi. Elle suppose à la fois une volonté politique, une compétence technique, l'ouverture de nouveaux débouchés et plus encore de nouvelles perspectives enthousiasmantes pour les compétences et les talents libérés. Nous proposons un programme mondial, concerté, de conversion des industries d'armement vers le développement de technologies non agressives pour l'environnement. Ce sera un investissement lourd au départ, mais rentable à terme. Ce sera aussi le symbole du passage d'une période de conquêtes et d'affrontements à une période de solidarité et d'alliance, tant entre les sociétés qu'entre celles-ci et la nature. Encore faudra-t-il que soient assurées, sous garantie d'instances internationales - de préférence régionales -, les

conditions de la sécurité, tant entre pays, que pour les minorités nationales.

L'idée de programme mobilisateur n'est pas nouvelle. L'échec qu'ont connu par le passé de semblables programmes suscite à bon droit le scepticisme. Mais on peut aussi dégager de ces échecs quelques règles de mise en oeuvre des programmes augmentant leurs chances de réussite :

- nécessité d'une adéquation fine entre le programme et les besoins des régions où il est mis en oeuvre (comme ce fut le cas, avec le plan Marshall, pour la reconstruction de l'Europe);
- inscription de l'ensemble dans la durée (15 à 20 ans), éventuellement en associant à un programme une génération;
- mise en place progressive des procédures et du financement;
- mise en place de capacités institutionnelles et techniques décentralisées, enracinées dans les populations et à leur écoute, avec notamment des protocoles d'accord passés avec les représentants des populations;
- sur la base du choix des solutions techniques les mieux adaptées, mise en oeuvre progressive des travaux, avec évaluation régulière de leurs impacts, toujours en liaison étroite avec les populations.

Les pays riches auront à apporter une contribution majeure. Parmi les formes de prélèvement de cette contribution, peuvent être envisagées une taxe progressive (mais tenant compte des

conditions climatiques) assise sur la consommation d'énergie (ou sur les émissions de CO₂), et des taxes mondiales sur les dépenses d'armement par habitant et sur les gains en bourse.

6. Les échéances

On peut dégager un triple horizon :

- l'horizon 2000 : grâce à une large prise de conscience et la mobilisation convergente d'énergies multiples - "**les Etats généraux de la Planète**" -, les décisions majeures ont été prises et de grands programmes ont été engagés dans les principaux domaines. Des inflexions décisives s'esquissent;

- l'horizon 2030 à 2050 : cet horizon marque une bifurcation décisive car la poursuite des tendances actuelles devrait conduire à cette date à des dégradations profondes et à des déséquilibres difficilement réversibles. Dans la plupart des domaines (démographie, cohésion sociale, solidarité, eau, énergie) on doit donc avoir trouvé d'ici là des voies "soutenables et durables";

- l'horizon 2080 à 2100 : c'est à cet horizon que l'on peut espérer atteindre un nouvel équilibre entre les hommes et la planète, avec des modes de vie et de production limitant les prélèvements et les rejets à ce qui est supportable par la planète.

Décembre 93

Adresses

Brésil

PACS
Rua da Gloria 190, 502
Gloria
Rio de Janeiro 20241 - 180

Burkina Faso

Joseph Ki-Zerbo
01 BP 606
Ouagadougou

Canada

Venant Cauchy
Université de Montréal
Département de Philosophie
C.P. 6128 succursale A
Montréal Québec
H3C 3J7

Chine

The Yanjing Group
Research Center of Culture and Development
116, bldg.28
Wei Xiu Garden
Pekin University
Beijing 100871

Espagne

EcoConcern
Pça Catalunya, 9, 4rt
08002 Barcelona

Etats-Unis

Institute for Agriculture and Trade Policy -IATP-
1313 Fifth Street SE, suite 303
Minneapolis
Minnesota 55414 - 1546

France

Fondation pour le Progrès de l'Homme
38, rue Saint Sabin
75011 Paris

Suisse

Fondation pour le Progrès de l'Homme
Chemin de Longeraie 9
1006 Lausanne

Tunisie

Larbi Bouguerra
65, avenue Ibn Soufiane
1004 El Menzah